



L'économie, le dollar et les obligations réservent un bon accueil au budget fédéral

Le budget fédéral de lundi dernier sera favorable à l'économie canadienne, au dollar canadien et aux obligations canadiennes, selon les experts de CIBC Gestion d'actifs.

Jeffrey Waldman, premier vice-président et chef des titres mondiaux à revenu fixe de Gestion d'actifs CIBC, dit qu'à son avis, l'augmentation des dépenses et les réductions d'impôts prévues par le budget stimuleront la croissance de la demande intérieure et amèneront la Banque du Canada à demeurer à l'affût de signes de pression à la hausse sur l'inflation.

L'économie canadienne roulant déjà à pleine capacité, et les prix des produits de base devant augmenter en raison de la vigueur de l'économie mondiale, la Banque du Canada pourrait différer l'assouplissement des taux d'intérêt, selon Luc de la Durantaye, premier vice-président et chef de la répartition globale de l'actif et de l'équipe de produits quantitatifs chez Gestion d'actifs CIBC.

Le report possible des réductions de taux d'intérêt soutiendrait le dollar canadien, selon Maxime Tessier, vice-président, Gestion des devises chez Gestion d'actifs CIBC. Selon M. Tessier, « pour le moment, nous avons une politique budgétaire stimulante et une politique monétaire restrictive, ce qui augure bien pour le dollar canadien dans les mois qui viennent ».

Le gouvernement fédéral prévoit rembourser 9,2 milliards de dollars de la dette au cours de l'exercice se terminant le 31 mars 2007. Puisqu'on s'attend à une réduction supplémentaire de la dette au cours des deux années suivantes, le bilan du gouvernement fédéral permettra au Canada de se démarquer, réduisant les coûts d'emprunt du gouvernement fédéral et les taux de rendement des obligations du Canada pour les investisseurs, selon M. Waldman.

La bonification des transferts du gouvernement fédéral aux gouvernements provinciaux aura des conséquences positives sur les bilans des provinces. Cela pourra aussi réduire les coûts d'emprunt des provinces, selon M. Waldman, ce qui se traduirait par des taux de rendement plus bas des obligations provinciales pour les investisseurs.

D'autres mesures budgétaires pourraient aussi stimuler la demande pour les obligations canadiennes :

- Le gouvernement fédéral prévoit éliminer les retenues d'impôts sur les paiements d'intérêts étrangers, une fois qu'il se sera entendu avec les États-Unis dans le cadre de la Convention fiscale entre le Canada et les États-Unis. Cela pourrait attirer les investisseurs étrangers vers les obligations canadiennes, ainsi qu'augmenter la demande des investisseurs canadiens pour les obligations américaines, selon M. Waldman.



- L'un des changements budgétaires permettra aux obligations émises par des sociétés et des gouvernements étrangers et libellées en dollars canadiens, d'être incluses dans les régimes enregistrés d'épargne-retraite (RÉER) et d'autres régimes enregistrés. Cela pourrait créer une demande supplémentaire pour ce type d'obligations, selon M. Waldman.
- Trois sociétés d'État fédérales n'émettront plus leurs propres obligations, empruntant plutôt du gouvernement fédéral, qui émettra des obligations additionnelles à cet égard. Ces changements se traduiront par l'émission d'un nombre plus élevé d'obligations à rendement réel – 2 milliards de dollars annuellement, comparativement à environ 1,6 milliard de dollars l'an dernier.

Selon M. Tessier, « le regroupement des obligations de sociétés d'État avec celles du gouvernement fédéral rendra le marché obligataire canadien plus liquide et donc plus intéressant pour les investisseurs étrangers ».

Gaelen Morphet, première vice-présidente des actions canadiennes et chef de l'équipe des actions « valeur » et des fiducies de revenu chez Gestion d'actifs CIBC, dit que le budget souligne la vigueur de l'économie canadienne ces dernières années. Selon elle, « la décision du gouvernement de retourner des revenus plus élevés que prévu aux consommateurs sous forme de crédits d'impôt pour les familles est un élément positif pour l'économie canadienne ».

Elle ne s'attend pas toutefois à ce que les portefeuilles de placement soient touchés par le budget. À son avis, « le budget n'aura pas d'incidence important sur les investisseurs canadiens en actions ».